

Circulaire de rentrée 2026, quand le ministre nous paye de mots !

Que dit le ministre Edouard Geffray, dans sa circulaire de rentrée ? Ce texte officiel fixe les priorités pédagogiques et les orientations de l'année scolaire. Il constitue la feuille de route donnée aux chefs d'établissement qu'ils vont nous présenter le jour de la prérentrée comme des injonction indiscutables à mettre en œuvre cette année.

Le ministre de l'Education nationale fixe trois « priorités », qu'il résume par deux verbes : « instruire et protéger. »

Pour éduquer et former, il faut des personnels, eux-mêmes formés et reconnus par leur institution, ce n'est pas une découverte, mais encore faut-il leur donner concrètement les moyens d'accomplir leur mission. Or, au-delà des vœux pieux, il y a des actes, des choix politiques, et ceux-ci ne sont ni en faveur de l'école en particulier, ni des services publics en général. Refusant d'équilibrer son budget par de nouvelles recettes, donnant 211 milliards aux entreprises sans contrepartie, 36 milliards aux armées, 13 milliards à l'école privée, le gouvernement ne peut que tailler toujours davantage dans les autres dépenses publiques.

Pour ce qui est de protéger, les élèves comme les personnels, le ministre ne pouvait pas plus se mettre en défaut.

L'épisode caniculaire inédit de juin 2026 a révélé de façon spectaculaire aux fonctionnaires comme aux usagers, le degré d'impréparation et de déni climatique de ce gouvernement, que sa réponse aux incendies, hors-normes mais prévisibles, de l'été, n'a fait que confirmer.

Depuis le COVID, nous savons comment le ministère sait « prendre soin » de ses personnels dans des circonstances graves et exceptionnelles.

Le nouveau piratage concernant des élèves et des agents de l'Education nationale, comme celui de l'administration fiscale révèle toutes les carences de l'État français face aux cyber-attaques et ses carences dans la protection de nos données personnelles.

Comme tout le monde n'aura pas le temps de lire in extenso cette nouvelle déclaration du ministre, nous vous en proposons un florilège.

MILLE FEUILLE DE RENTRÉE



Extraits

« La rentrée 2026 ne sera pas celle de nouvelles réformes structurelles, mais verra la consolidation des réformes engagées »

Analyse et Réponses du SNFOLC

Quelles réformes ? Le « choc des savoirs », avec ses groupes de niveaux, voués à l'échec et abandonnés sans le dire ? La réforme sans grand intérêt du DNB ? Les épreuves anticipées en mathématiques au nom d'« automatismes » douteux ? La réforme des programmes dans certaines matières au collège, sans formation et sans crédits ? Le pacte, qui sera bientôt supprimé, pour son coût et son inefficience ? La mise en place scandaleuse de la PSC obligatoire ?

Ou bien s'agit-il, la réforme du lycée et de Parcousup, de « l'école de la confiance », de PPCR ?

Toutes ces réformes ont été faites contre les personnels et ont dégradé leurs conditions de travail, **FO revendique leur abrogation, non leur consolidation !**

Extraits

« Je vous demande de vous concentrer sur l'essentiel, de préférer le « mieux » au « plus », de mettre la juste exigence »

Analyse et Réponses du SNFOLC

4 000 postes supprimés dans les écoles, les collèges et les lycées ! Des budgets exsangues, les crédits pour l'achat des manuels conformes aux nouveaux programmes ne sont même pas suffisants ! Sur le terrain, on comprend très bien ce que veut dire « préférer le mieux au plus », c'est faire avec toujours moins !

ÉPISTOLAIRE

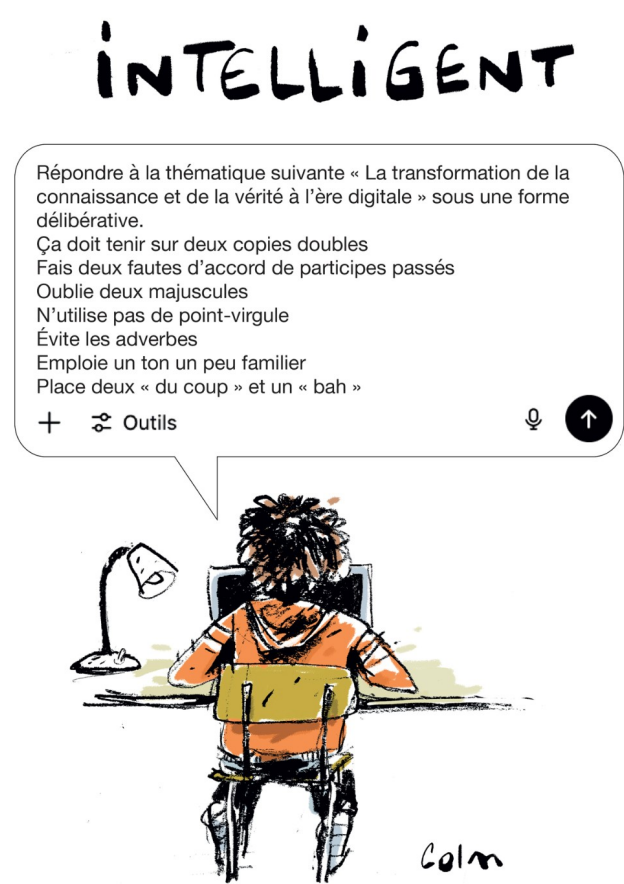


Extraits

« Notre action pédagogique doit être principalement concentrée sur la maîtrise de ces deux conventions sociales « premières » qui rendent possibles toutes les autres : le langage et le raisonnement scientifique. »

Analyse et Réponses du SNFOLC

Quid des savoirs disciplinaires, de la transmission des connaissances, de l’émancipation par la culture ?
Il ne s’agit là, selon le ministre que de *conventions sociales*. Serions-nous des agents de paix sociale, ayant pour mission de favoriser « la sérénité du rapport à l’autre », réduits à faire acquérir à nos élèves des comportements conformes aux règles de conduite et usages en vigueur ? L’éducation aux convenances et compétences comportementales comme « promesse républicaine », ce n’est pas notre vision de l’école de la République. Commençons par lui donner les moyens à cette école entre 1976 et aujourd’hui, un élève a perdu 600h de français sur toute sa scolarité, soit l’équivalent de 2 années d’enseignement de cette matière ! Alors si on veut faire du langage ou du raisonnement une priorité nationale, il faut arrêter de faire de l’éducation une variable d’ajustement du budget de la nation.



Extraits

« Les réunions de pré-rentrée seront notamment l’occasion d’identifier, dans le contexte propre à chaque école et établissement, les leviers susceptibles d’être activés à cette fin (énoncés, participation en classe, modalités d’évaluations, appréciations sur les copies et les bulletins, projets, orientation dans le second degré, étude des différences entre vœux des élèves et décisions d’orientation, intervention de rôles modèles au lycée, etc...) »

Analyse et Réponses du SNFOLC

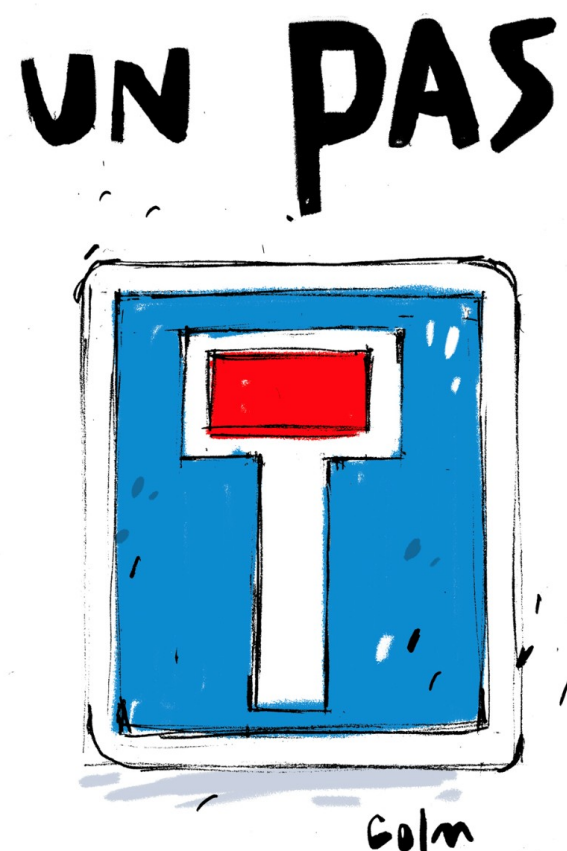
Pour lutter contre les inégalités c’est aux agents à identifier eux-mêmes les « leviers susceptibles d’être activés » lors de journées de pré-rentrée qui risquent d’être longues au vu de la liste du ministre. Mais il n’est évidemment toujours pas question des moyens donnés pour ce travail supplémentaire, ni du nombre d’élèves par classe, ni de la concurrence déloyale de l’enseignement privé.

Extraits

« Cette exigence pédagogique, qui refuse tout déterminisme, vaut également pour la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers, pour laquelle nous sommes collectivement pleinement engagés et qui repose notamment sur l’investissement des accompagnants d’enfants en situation de handicap. »

Analyse et Réponses du SNFOLC

Le « siphonage » progressif des structures dédiées (IME et ITEP) détricote l’enseignement spécialisé et prive des milliers d’élèves de l’enseignement adapté auquel ils ont droit. La mise en place à marche forcée des Pôles d’Appui à la Scolarité (PAS) affaiblit les droits liés aux notifications MDPH et dégrade la prise en charge par manque de personnels qualifiés (éducateurs spécialisés, médecins, infirmiers, psychologues...) Quant aux AESH, le nombre d’élèves qu’elles accompagnent et le périmètre géographique dans lequel elles interviennent ne cessent d’augmenter, et on leur refuse toujours la création d’un statut et d’un vrai salaire.



Extraits
« En deuxième lieu, ces deux priorités pédagogiques absolues viendront nourrir une nécessité éducative : celle de l'amélioration du climat scolaire, <u>trop souvent réduit à sa seule dimension pathogène</u>, et de la protection de nos élèves
Analyse et Réponses du SNFOLC
La formule soulignée sert simplement à évacuer la question des conditions de travail, et notamment de la souffrance au travail, dont tout le monde sait qu'elle expose dans nos métiers, et sur laquelle, donc, le ministre n'a rien à dire. Comment améliorer le climat scolaire en réduisant le nombre d'AED, avec une infirmière et/ou une assistante sociale pour 2 ou 3 établissements ? En réduisant le nombre PsyEN et de médecins scolaires ? Impossible et inacceptable. Il faut un statut aux AED et un vrai salaire pour les AED. De plus, pour améliorer le climat, l'éducation a besoin aussi de CPE, de PsyEN, d'infirmiers, de médecin, d'assistants sociaux. Il faut créer tous les postes nécessaires.



Extraits
La chute démographique, qui a commencé depuis 2016 et s'accélère, constitue un défi important, mais doit être l'occasion de renforcer notre appui aux équipes. »
Analyse et Réponses du SNFOLC
L'hypocrisie est à son comble tant l'inversion des rôles est choquante. Le choix politique de supprimer des postes au nom de la baisse démographique des années à venir est présenté comme un « défi » que nous aurions à relever. Rappelons que nos voisins européens ont fait un autre choix : diminuer le nombre d'élèves par classe, condition nécessaire pour améliorer les conditions de travail de tous et améliorer le niveau scolaire !

Extraits
« C'est également pour cette raison que je souhaite que nous développions une nouvelle relation avec les parents d'élèves. »
Analyse et Réponses du SNFOLC
Alors que les personnels croulent sous de nombreuses missions qui les épuisent, le ministre souhaite qu'ils en fassent encore plus.

Extraits
« Sous le double effet d'une meilleure protection des bâtiments et de la numérisation, le lien avec les parents s'est fait progressivement plus indirect et, par voie de conséquence, parfois plus distant. Il nous faut collectivement retisser ce lien ...»
Analyse et Réponses du SNFOLC
Ne nous y trompons pas, aucun <i>mea culpa</i> sur la dématérialisation à marche forcée et ses effets délétères, aucun retour en arrière, mais, selon une grosse ficelle de la rhétorique managériale, une demande clairement adressée aux personnels de compenser les effets négatifs des décisions ministérielles, par un travail supplémentaire (mais avec un salaire bloqué, et même amputé en cas d'arrêts maladie) pour « aider les parents à s'impliquer de manière efficace dans le suivi scolaire de leur enfant » en « échangeant régulièrement » et « en les accompagnant. »



Extraits

« avec pour corollaire le respect par les parents comme par les élèves du contenu des enseignements, de l'évaluation et de l'organisation des apprentissages, et plus généralement de l'autorité des personnels. Aucune menace ni atteinte à l'intégrité d'un personnel ne sera admise, et toutes seront sanctionnées. »

Analyse et Réponses du SNFOLC

Pour faire passer la pilule, on l'enrobe de l'indispensable « respect de l'autorité des personnels » en évoquant des « sanctions », sans doute pour mieux instaurer « la confiance. » **Quand le MEN respectera ses personnels, en leur donnant les moyens réels d'accomplir leurs missions, en les rétribuant dignement et en assurant leurs protections (et celle de leurs données qu'il détient) il aura au moins donné l'exemple !**



Colm

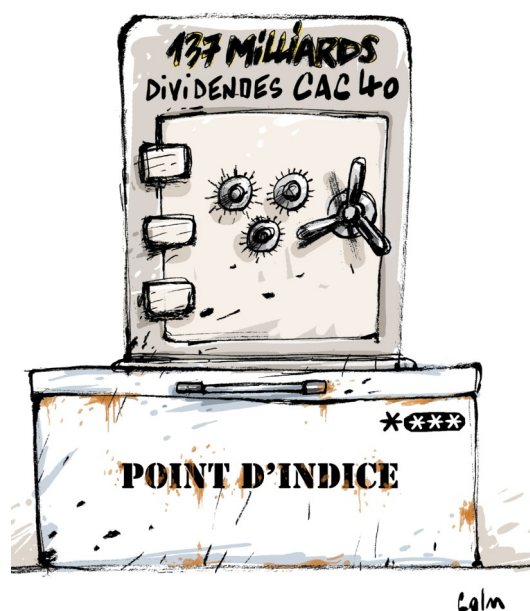
Extraits

La rentrée 2026 verra se poursuivre les efforts engagés sur la formation, notamment en faveur des formations à l'initiative des équipes locales, l'accompagnement et la reconnaissance de votre engagement.

Analyse et Réponses du SNFOLC

De qui se moque-t-on ? La formation est placée en dehors de nos heures d'enseignement (depuis le ministre Attal), ce qui conduit de nombreux collègues à y renoncer (quand on ne la leur impose pas !) pour ne pas alourdir leur charge de travail.

Si le ministre veut reconnaître notre engagement, qu'il augmente nos salaires ! La valeur du point d'indice a perdu 33% de sa valeur en 26 ans et nous devrions encore accepter des formations, des nouvelles missions, mieux accompagner les élèves à besoins particuliers ?



Colm

Ce petit « pot pourri » de citations nous éclaire sur le mépris dissimulé par des formules creuses faussement consensuelles. **Mais s'il y a une phrase du ministre que FO peut reprendre à son compte, c'est la suivante : « nous ne sommes condamnés ni à l'impuissance, ni au fatalisme » !** C'est pourquoi nous appelons tous les personnels à se réunir dans leurs établissements mais aussi dans les unions locales et départementales lors des AG de rentrée pour discuter de leurs revendications et des moyens de les faire aboutir. Nos conditions de rentrée sont intolérables et inacceptables, l'Education nationale requiert de toute urgence une autre politique, pour former les citoyennes et les citoyens de demain. Comme le dit notre confédération, **le service public, c'est la République !**

Pour instruire et protéger, le SNFOLC revendique :



- 25 élèves par classe en collège (20 en REP) et 30 élèves par classe en lycée, c'est possible si on annule les suppressions de postes faites au nom de « la chute démographique »
- des moyens pour des dédoublements et des groupes, en français, en mathématiques et dans toutes les autres matières
- La création des tous les postes nécessaires pour véritablement améliorer le « climat scolaire » : AED, infirmier(e)s, médecins scolaires, assistante sociale, PsyEN, CPE
- L'abandon des PAS et des PIAL, recrutement massif d'AESH sous statut, rétablissement de tous les postes d'éducateurs spécialisés dans les IME et ITEP pour que chaque handicap trouve un accompagnement adapté
- L'abandon des contre-réformes Parcoursup, baccalauréat Blanquer, réforme de retraites, décret Hamon, réforme du collège, PPCR, choc des savoirs (liste non exhaustive !) ...
- L'investissement massif et immédiat dans le bâti scolaire et les outils et protections numériques

Les métiers de l'Education nationale doivent être réellement attractifs grâce à :

- Un vrai statut pour les AED et AESH qui le souhaitent
- L'augmentation immédiate des salaires et traitements de tous les personnels de 10% sans contrepartie et ouverture de négociations pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis 2000 (33%) en revalorisant le point d'indice.

C'est à ces conditions que nous pourrions véritablement « instruire et protéger » !